

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

**DANZAS**  
The worldwide Transportation Network

4 ans  
sur le terrain...

tel/fax + 855.23.723464  
Ctc: Christophe LEFEBVRE

Chiche !

**C**omment interpréter les événements des 5 et 6 juillet ? Voilà la communauté internationale bien embarrassée. Les premières réactions ont été extrêmes. Les étrangers fuient par milliers. Les médias (CNN, Paris-Match, ...) bien à leur affaire, forcent dans le violent et le spectaculaire. Dans le monde entier, bien entraînée par quantité de circonstances passées, l'opinion démocratique s'indigne. On dénonce le coup d'Etat, on prévoit la guerre civile, on voit les Accords de Paris détruits et les élections de 1993, qui ont coûté si cher, niées. C'est un "retour à la case départ" (*Far Eastern Economic Review*), une situation "inacceptable" (Madeleine Albright). Les donateurs suspendent leurs programmes. L'ASEAN ferme ses portes ...

Et puis, la poussière retombée, il faut bien revenir à la réalité. Hun Sen s'est débarrassé de Ranariddh; la démocratie a reçu un sérieux coup de canif. C'est bien critiquable, mais que peut-on y faire ? "Punir" le Cambodge en suspendant les aides serait évidemment stupide. Soutenir la résistance armée qui se constitue plus ou moins dans les provinces de l'Ouest, personne n'y songe.

Reste à s'accomoder des circonstances nouvelles. Hun Sen répète qu'il respecte la légalité, qu'il veut continuer la coalition, aller aux élections de mai 1998 ... le mieux est maintenant de le prendre au mot. Les députés partis à l'étranger doivent pouvoir rentrer en toute sécurité, et ils doivent pouvoir critiquer le gouvernement.

A ce réalisme, il semble que se rangent maintenant, petit à petit, l'ASEAN, les Etats-Unis, les donateurs, l'opinion en général. L'Assemblée nationale s'est réunie de nouveau le 28 juillet. Le convoi repart. Vers quelles nouvelles péripéties ? C.N.

coalition, parti unique, pluri-partisme, "mouvement" ?

## vers un nouveau Sangkum ?

**A**vec les événements des 5 et 6 juillet, l'opinion a été prompte à dénoncer la séquence "coup d'Etat - dictature", cliché de la politique internationale. Le fait est, il faut être attentif. Une chose en amène tout naturellement une autre. Mais, ici, il ne s'est pas agi d'un coup d'Etat, puisque le pouvoir, Hun Sen l'avait déjà. Et il n'est pas certain, si la machine politique se remet en route, que l'on aille à une dictature. Une fois encore le Cambodge apparaît hors normes.

Une question préliminaire : si la construction issue des élections de 1993, cette coalition bi-partite imaginée faute de mieux, a marché si mal, est-ce la faute des deux Premiers ministres ? Une question d'hommes ? Ou parce que le système était mauvais, ne pouvait de toutes façons pas fonctionner ? Il y a probablement des deux. On reproche en somme aux Cambodgiens d'avoir cassé un jouet qui avait coûté très cher. Mais le prix ne fait rien à l'affaire. Le système était mal adapté aux réalités locales. Il aurait sans doute mieux valu au départ dépenser moins et penser mieux.

### mauvais système

Les Cambodgiens le disent très bien eux-mêmes, un système multipartite, dans lequel chaque parti se définit selon des idées et un programme, respecte avant, pendant et après les élections les règles de la compétition, ce n'est guère dans la tradition.

Au Cambodge, on choisit plutôt une personnalité, un homme que l'on connaît, dans lequel on a confiance, que l'on suit comme un chef. On l'aide à prendre le pouvoir, et on en attend ensuite

des récompenses (et cela se pratique aussi en Occident)

Si le chef n'a pas obtenu le pouvoir, on l'aide à s'en emparer ensuite. Les rapports de force ne sont pas fixés pour une période précise, comme dans une démocratie traditionnelle. Ils évoluent du fait des manœuvres de chacun. Les élections ne figent rien. Le pouvoir est constamment à prendre.

Ces rivalités, qu'une longue habitude des règles du jeu ne discipline pas, qui sont difficilement contrôlables, ne peuvent constituer un Etat que si, il existe, au sommet, un pouvoir fort. Au Cambodge, c'était traditionnellement le rôle du Roi.

### première étape

C'est déjà une très remarquable mutation des moeurs politiques que les Cambodgiens ont effectuée, en comprenant et en adoptant, en très peu de temps les principes de la démocratie et en les pratiquant avec un vote eux qui sortaient de la pire des dictatures, suivie d'un régime autoritaire à inspiration communiste.

C'est une première étape, capitale, de comprendre que désormais le peuple a beaucoup plus à dire dans le gouvernement du pays, par l'intermédiaire de députés élus, et du coup le Roi beaucoup moins. Il ne faut pas en demander beaucoup plus pour l'instant.

Ayant voté, les Cambodgiens attendaient que soit recréé un pouvoir fort, qui aurait ressemblé à celui que le Roi avait en des temps plus heureux.

C'est cet espoir qui a assuré le succès du Funcinpec.

### à qui la faute ?

Mais, au lieu d'un pouvoir fort, on a eu un système compliqué et assez inefficace, dont la majorité

de la population s'est désintéressée.

On peut soutenir que le système n'était pas si mauvais que ce sont les acteurs les deux Premiers ministres, qui n'ont pas su ou pas voulu, le faire fonctionner. Temperaments trop opposés, volontés de pouvoir trop forte, ou encore poussées incontrôlables des "clientèles" respectives, la coalition a tourné à la confrontation.

### fort, mais pas absolu

Le système, du coup, est-il détruit ? Non, les Cambodgiens n'ont pas cassé leur jouet, ils tiennent unanimement au contraire à la démocratie. Absolument personne ne s'oppose aux élections, tous les bords sont d'accord pour qu'elles aient lieu dans les meilleures conditions. Ce qu'on ne veut plus, c'est la confusion au sommet. Il semble évident que le souhait des Cambodgiens, c'est un pouvoir fort, mais pas absolu, tempéré par la démocratie, contrôlé par une Assemblée Nationale, qui puisse le renverser le cas échéant. Efficace, mais pas arbitraire.

### retour au Sangkum ?

De fait, que voit-on aujourd'hui, après bien des péripéties ? Le retour à un système somme beaucoup plus conforme à la fois aux traditions, et aux vœux, et il semble bien aux besoins des Cambodgiens.

Plutôt qu'un "parti" (un parti suppose l'existence d'autres partis) un vaste mouvement soutenu par des principes très généraux ne pouvant contrarier personne, un ensemble "attrappe tout" aux frontières assez floues, dominé par un homme fort dont il ne sera guère possible de contester le pouvoir. En somme une sorte de nouveau Sangkum Reastr Niyum.

(suite page 7)

A l'intérieur

retour au Sangkum ?

pp. 1 - 2

Hun Sen entre l'ASEAN et la Chine

pp. 3 - 8

conjuncture : Economie

pp. 4 - 5 - 6

conjuncture : Finances

pp. 7 - 8

(suite de la page 1)

qui aurait Hun Sen à sa tête et non plus le Roi.

Bien sûr il sera une coalition, les deux principaux partis ne se confondront pas tout à fait. Mais d'accord pour travailler ensemble. Le Funcinpec pourrait se scinder, une partie -que l'on appelle déjà "Hunsenpec"- dans la coalition, une autre, sans doute très minoritaire, dans l'opposition.

Le pluripartisme, si il existe au moment des élections, pour comploter à la communauté internationale, risque fort de n'être qu'apparence dans la réalité qui suivra.

Bien sûr l'ensemble serait plus simple si, dans cette compétition de sumo, Ranariddh l'avait emporté au lieu de Hun Sen. Le fils du Roi au pouvoir, on se serait retrouvé dans le schéma le plus classique. Mais on s'en rapproche.

En des temps plus anciens, le vainqueur, Hun Sen, serait devenu Roi : "Le premier qui fut Roi fut un soldat heureux...". Mais le Cambodge n'est pas un pays neuf qui crée des traditions. Au fil des siècles, les traditions sont devenues déterminantes. Même a force de lois, de Constitution, de dollars, de persuasion on les modifie difficilement. Elles ressurgissent.

#### démocratie asiatique ?

Devant cette évolution, tous les gouvernements, tous les démocrates de bonne volonté qui ont installé -imposé- dans un grand élan et à grands frais la démocratie pluraliste au Cambodge sont déçus, certains découragés.

Mais encore une fois, c'est qu'ils ont voulu aller trop vite. Ou encore -c'est un grand débat- que la démocratie à l'occidentale, multipartite, avec une opposition forte, convient mal en Asie.

Pourquoi voudrait-on avoir raison contre Singapour, contre la Chine, contre tant de régimes autoritaires qui, d'autre part, ne réussissent

pas si mal, ou réussissent très bien dans ce qui leur paraît plus important : la croissance économique, la hausse du niveau de vie ? Singapour, Hong Kong, les exemples abondent, ont réussi avec très peu de démocratie. A Hong Kong les démocrates de Martin Lee, si respectable que soit leur combat, étaient, et restent, très minoritaires. La Chine, le Vietnam, dont les systèmes sont si condamnables pour les Occidentaux, passent presque pour des modèles aux yeux de bien des Asiatiques, parce que la croissance y est forte et la hausse du niveau de vie rapide. Ce qu'on admire en Corée du Sud, à Taiwan, est-ce les vertus du système politique ? Ou la multiplication des dollars ?

#### d'abord goûter la soupe

On ne voit pas pourquoi les occidentaux, les Américains particulièrement, s'indigneraient si il n'y a pas de fort parti d'opposition au Cambodge. Y en a-t-il en Arabie Séoudite ? Et dans tous les pays de l'ASEAN ? En Indonésie, où il y a eu 200 morts pour les élections, le cas d'East Timor n'est-il pas, plus encore que le Cambodge, un bon sujet d'indignations ?

Rappelons aussi que l'opinion internationale, dans ses vertueuses prises de position, s'est souvent trompée. Elle a soutenu le nord-Vietnam avec ferveur. Elle a été très longtemps du côté des khmers rouges.

La grande division droite-gauche, qui remplit tant de têtes en Occident, n'est pas pertinente ici.

Pourquoi se fâcher contre le Cambodge, nouveau venu dans la famille démocratique, le plus faible, qui goûte pour la première fois la soupe qu'on lui a mis sous le nez, sous prétexte qu'elle a coûté très cher ? Il faut lui laisser le temps de s'y habituer. Admettre que, peut-être, elle ne lui convient pas.

expliqué les événements des 5 et 6 juillet et souligne qu'il s'agissait d'affaires intérieures du Cambodge, que les Cambodgiens résoudraient eux-mêmes, dans le respect des institutions, des Accords de Paris de 1991 et des élections de 1993.

L'admission du Cambodge, indique M. Hor Sothun, chef du service de Presse du ministère des Affaires étrangères, pourrait intervenir le 8 août, lors des cérémonies du 30<sup>ème</sup> anni-

#### vers un nouveau Sangkum ?

La première réaction suspendre l'aide, est une réaction de facilité, d'ignorance, de paresse. Ce n'est ni Hun Sen ni le régime qui seraient punis mais le petit peuple. Et bien pire : si vraiment les pays donateurs suspendaient leur aide, il y aurait danger que le manque de finances n'entraîne un recours accru aux financements clandestins : forêts, caoutchouc, drogue, prostitution, casinos... Que devant le chaos menaçant, cette fois il n'y ait plus de recours que dans un pouvoir beaucoup plus musclé, dans une dictature cette fois authentique.

Et puis, punir avec quel objectif au juste ? Imposer le retour de Ranariddh au poste de premier Premier ministre, en espérant que les choses iront mieux qu'avant ?

Même si l'on n'aime pas Hun Sen, si l'on condamne sa manœuvre, quelle autre solution propose-t-on ? Quelle autre personnalité incontestable, ou moins contestable, lui opposer ? Et sous quel prétexte légal ?

Certains y réfléchissent, dit-on...

#### nécessité d'une critique

Malgré tout, admettre qu'il y ait au Cambodge un pouvoir fort ne signifie pas qu'il faut d'avance tout accepter. Les pays qui ont donné le droit de vote aux Cambodgiens ont certainement le devoir de veiller à ce qu'ils ne soient pas victimes de la confiance qu'ils leur ont accordée.

Il faut que le pouvoir soit contrôlé, et que la critique s'exprime. Le pays a besoin de contestataires, de redresseurs de torts et de dénonciateurs des abus, de Sam Rainsy, de Son Soubert, de Kem Sokha, d'Ahmed Yahya, de Son Chhay, de Pol Hom, ... pour mener une critique constructive.

Mais il faut que le pouvoir et la critique, l'opposition, soient nettement séparés. Ce qui a tout détriqué, c'est que l'opposition

partageait le pouvoir.

L'opposition pourrait s'exprimer sur des points bien concrets, réellement importants pour le peuple : niveau de vie, santé, éducation, justice, sécurité, diminution de la corruption, dénonciation des abus (déforestation...) Le champ est immense.

Si la presse fait elle aussi l'effort, qui doit normalement être le sien, de défendre les intérêts de la population dans ces domaines, c'est à dire mener des enquêtes, faire de l'investigation, et non pas injurier un tel ou un tel selon l'humeur du moment, alors il y aura une presse d'opposition. Et une opposition réellement efficace. Non destructrice, mais attendant son heure -les élections- de prendre le pouvoir.

Il ne s'agit pas ici de défendre le "parti unique" qui se perpétuerait -comme le PRI au Mexique-, comme le meilleur des systèmes. Mais peut-être comme une première étape, comme une bonne école de la démocratie. Il faut du temps pour que se forme une classe moyenne, pour que s'organise une circulation des responsables, une "circulation des élites". Et une circulation des idées. Pour que le dialogue politique ne tourne pas, à chaque instant à la rixe ou à la bataille.

#### le temps des réformes

En attendant, à supposer que la machine politique se remette en route normalement, la nouvelle coalition a de rudes tâches. Voici venu le temps des réformes.

Si l'on veut tenir la date des élections, si l'on veut regagner la confiance des Cambodgiens, des chefs d'entreprise, des investisseurs, des touristes, le temps presse, il faut fouetter la mule !

On parle de grands changements parmi les hauts responsables. De grandes réformes dans tous les domaines.

Il est temps pour le Cambodge en effet de passer de la survie au développement.

## A PROPOS ...

### ASEAN

Alors que le Laos et le Myanmar ont été admis au sein de l'ASEAN à la réunion ministérielle du 23 juillet à Kuala Lumpur, le Cambodge reste "observateur". Mais il souhaite toujours adhérer à l'ASEAN, indique le ministère des Affaires étrangères. A la délégation de l'Association, menée par l'Indonésien Ali Alatas, le 19 juillet, Hun Sen avait

constater qu'aucun député n'a été remplacé arbitrairement, que les règles de la démocratie ont été respectées".

### Ung Huot : suspense

Est-ce justement pour empêcher ou retarder cette adhésion, à laquelle il n'est pas favorable, que le Roi, selon une interview au BMD, ne ratifiera pas la nomination de Ung Huot comme premier Premier ministre ? La signature d'un kret par le Roi.

L'opinion internationale pourra

## ASEAN, Chine, Taïwan, Etats-Unis, ... le jeu s'élargit

**U**ne fois encore voici le Cambodge objet de l'attention internationale, une fois encore son sort dépend de puissances étrangères. Et une fois de plus, le jeu est compliqué. Les joueurs, outre le Cambodge et les pays donateurs sont maintenant les pays de l'ASEAN, la Chine, Taïwan, les Etats-Unis

**L'ASEAN on peut s'en passer**  
En décidant brusquement de fermer la représentation de Taïwan à Phnom Penh, Hun Sen a adressé un signe à Pékin, un discret appel, qui est en même temps vis à vis de l'ASEAN un évident chantage : "si vous ne reconnaissez pas officiellement mon gouvernement, j'ai une solution de rechange, la Chine, qui en profitera sûrement pour accroître son influence dans la région".

L'argument n'est pas spécieux. Il est vrai que l'adhésion du Cambodge n'est pas une urgente nécessité, d'autant qu'elle coûtera très cher à un moment où les finances sont exsangues. Il est vrai aussi que le Cambodge, la Chine, les pays riverains du Mékong, ont beaucoup à faire ensemble pour développer leur région commune, dans d'autres associations que l'ASEAN. Développer le Bassin du Mékong, c'est aussi une grande ambition régionale, qui peut attirer bien des investissements. Se rapprocher de la Chine plutôt que des pays du sud, ce peut être une option... Bref, Hun Sen peut faire monter les enchères

### la Chine inquiète

La Chine, aussitôt, a manifesté son intérêt. C'est que les Chinois n'ont cessé d'être présents au Cambodge, et de longue date. Du temps du Protectorat, on disait :

*"le Cambodge est un pays administré par les Français et exploité par les Chinois"*

Les Chinois sont toujours là, toujours aux affaires, commerçants installés à Phnom Penh, plus récemment investisseurs venus de Chine Populaire et plus encore de Hong Kong, de Taïwan, de Singapour

Le fait nouveau, c'est la montée en puissance d'une Chine bien réveillée. Maintenant que l'URSS ne la freine plus, qu'il n'y a plus d'"encercllement", elle devient plus agressive. Elle cherche à percer vers le sud. Vers les pays limitrophes, et au-delà vers les mers ouvertes : à l'ouest de la péninsule indochinoise vers les Paracels et les Spratly, comme à l'est vers la Birmanie et le Golfe du Bengale.

### la poussée vers le sud

Et bien sûr, cette poussée vers le sud dérangé ou inquiète ses voisins : le Japon, Taïwan, et les pays de l'ASEAN.

C'est dans ce contexte que Hun Sen, qui a été longtemps ministre des Affaires étrangères, a engagé un jeu difficile : jouer de ces craintes et de ces rivalités, passer d'une alliance à une autre. Sihanouk y était passé maître.

Dans sa poussée vers le sud, la Chine rencontre divers obstacles.

- le Japon ; - Taïwan, qui s'oriente de plus en plus vers l'indépendance économique et politique, qui renforce sa défense, recherche sa réintégration dans l'ONU, et où l'esprit de reconquête chinois, dopé par le retour de Hong Kong, est particulièrement mal reçu. Dans ces circonstances, donner un petit coup de pied à Taïwan, c'est faire un grand plaisir à Pékin.

- le Vietnam. Les relations conflictuelles sont très anciennes. Sans remonter les siècles, dans les années 50 déjà, Chou En Lai avait souhaité couper le Vietnam au niveau du 17ème parallèle. En février-mars 1979, pour rétablir sa présence bien affaiblie dans la région, la Chine intervenait brutalement aux frontières du Vietnam. Les affrontements ont encore été nombreux jusqu'en 1987.

Depuis, les relations se sont améliorées, mais le Vietnam se défie toujours de la Chine, de ses prétentions sur toute la mer qui borde ses côtes. Pour les mêmes raisons, les Philippines partagent ces craintes. Et ce sont finalement tous les pays de l'ASEAN qui craignent l'expansionnisme chinois.

### L'ASEAN comme palissade

Bien que les relations économiques soient étroites entre la Chine et les pays de l'ASEAN, bien que les communautés chinoises établies dans ces pays tissent des liens étroits avec la Chine, bien que la Chine, qui fait passer le développement économique avant les droits de l'Homme, passe de plus en plus pour un modèle de développement, les gouvernements de l'ASEAN se sentent vaguement menacés par le géant chinois et craignent le rôle de relais que les communautés chinoises peuvent jouer dans leurs pays.

C'est dans cet esprit qu'ils ont bien accueilli en août 1995 le Vietnam, leur adversaire d'hier, que le Vietnam y est entré volontiers, que la Birmanie et le Laos, qui jouxtent la Chine, sont des recrues très appréciées, et que l'on souhaite y intégrer le Cambodge, pour former, à dix, un ensemble complet, qui ceinture la Chine sur l'ensemble de ses frontières sud, regroupement régional capable de faire contre-poids aux ambitions chinoise.

Rappelons que le Roi Sihanouk a plusieurs fois, de Pékin, exprimé ses réticences face à l'adhésion du Cambodge à l'ASEAN, parce que l'Association pourrait justement avoir un jour à lutter contre l'influence de la Chine. Selon la Constitution, le Cambodge est un Etat neutre

### Taïwan, un prétexte

Il n'est pas vraisemblable que le gouvernement de Taïwan ait envoyé des armes à Ranariddh comme Hun Sen l'en accuse (des mafias taïwanaises, peut-être...). La fermeture de cette représentation officieuse, créée en 1995, qui avait un rôle économique, culturel et consulaire (délivrance de visas), et d'influence n'est qu'un prétexte. Pour Taïwan, qui cherche à augmenter sa présence et ses activités en Asie du Sud-est pour diversifier ses partenaires, (les investissements de Taïwan se font trop exclusivement en Chine), le Cambodge peut être une bonne tête de pont. Les visiteurs de Taïwan sont d'ailleurs nombreux au Cambodge : 11 usines textiles ont été créées avec des capitaux taïwanais (voir p. 6). Il avait été question d'une ligne aérienne directe Phnom Penh - Taipei; Pékin avait fortement protesté. Le Roi, qui tient pour "une seule Chine", avait pris part au débat. Il est probable que la représentation taïwanaise sera réouverte d'une façon ou d'une autre.

### accord Etats-Unis/ASEAN

Voilà donc le Cambodge entre l'ASEAN et la Chine. A l'évidence, le dialogue avec l'ASEAN n'est pas rompu. Des deux côtés, on souhaite négocier. Depuis la fin de non-recevoir exprimée par Hun Sen à la première délégation conduite par M. Ali Alatas, le ministre des Affaires étrangères Ung Huot a renoué le fil. Une nouvelle délégation de l'ASEAN est attendue à Phnom Penh.

(suite page 8)

## A PROPOS

nommant le Conseil des ministres dans son ensemble, est indispensable (art. 100 de la Constitution). Le refus du Roi risque de retarder, voire de bloquer la vie politique du Cambodge jusqu'à un hypothétique procès de Ranariddh la vie politique du Cambodge.

### Pol Pot toujours

En prenant des photos et un film

de Pol Pot, les premiers depuis plus de 17 ans, Nate Thayer, de la *Far Eastern Economic Review* a réussi un beau scoop. Mais pour le "procès" de Pol Pot et sa condamnation par ses collègues, personne n'y croit. C'est une manœuvre des collègues, Khieu Samphan, Son Sen, Nuon Chea etc... pour se démarquer de Pol Pot et apparaître plus présentables.

La manœuvre précédente, qui consistait à rallier Ranariddh

pour en faire un "porte-drapeau" (remake de ce qu'ils avaient mieux réussi avec Sihanouk dans les années 70) a été brutalement arrêtée les 5 et 6 juillet.

### lourde addition

Les pertes subies par les entreprises et les particuliers du fait des combats et des pillages des 5-6-7 juillet sont beaucoup plus importants que les actuelles additions ne l'indiquent, parce que les entreprises n'ont pas fini

leurs estimations (par exemple, à Pochentong, Dumez-GTM, SCA, CAMS, Royal Air Cambodia). Ces pertes se chiffrent en coûts directs par centaines de millions de dollars. Les coûts indirects (pertes de touristes, de consommation, d'investissements, de confiance...) ne sont pas mesurables.

Le principe des compensations est admis, mais les moyens financiers manquent. Accorder

(suite page 4)

## conjoncture

## ECONOMIE

En cette période assez confuse chacun cherche des éléments pour se faire une opinion sur l'avenir à court et moyen terme, souhaite confronter cette opinion avec celle d'autres responsables. Nous poursuivons nos rencontres avec des responsables, dans le secteur public comme dans le secteur privé, de façon à donner un panorama aussi large que possible d'une situation très "fluide". Il est clair que le Tourisme, l'Hôtellerie et la Restauration, les Services en général, sont particulièrement touchés.

## TRANSPORTS

## Liaisons aériennes

Patrick Pouille, directeur des opérations, CAMS

Royal Air Cambodge assure 3 liaisons par jour Phnom-Penh Bangkok avec ses ATR. Un vol par jour Phnom Penh-Ho-Chi Minh-ville. A partir du 1er août, RAC desservira Singapour deux fois par semaine, les mardis et vendredis. Les 2 boeing, retirés au moment des événements, ne sont pas encore en service.

Les vols domestiques sont normalement assurés. Un seul vol/jour vers Siem Reap au lieu de 6. Un vol supplémentaire Siem Reap-Battambang le dimanche à partir du 2 août.

Vietnam Airlines dessert Ho-Chi Minh-ville 3 ou 4 fois par jour.

Malaisian Airlines a repris la desserte de Kuala Lumpur avec ses B 737 le 29 juillet.

Lao Aviation dessert normalement Vientiane;

Aeroflot, devenue Russian Airlines, a repris sa liaison bi-mensuelle avec Moscou.

Manquent encore Thai Airways, Dragon Airlines et ses liaisons avec Hong Kong; Silk Air et ses liaisons avec Singapour.

(informations recueillies le 30 juillet).

## Transport maritime

Danzas, SDV,

Chambre de Commerce

Il reprend lentement. Des "feeders" reprennent la ligne Singapour-Sihanoukville. Un

problème immédiat. Il y a à Sihanoukville et à Singapour des containers "bloqués": les commerçants de Phnom Penh qui les ont fait venir souhaitent les réexpédier ailleurs parce qu'ils ne pourront pas vendre la marchandise (cognac, whisky, ...) dans les délais normaux: manque de transports, consommateurs (restaurants, karaokés etc...) partis.

Normalement, le fournisseur doit être payé 2 mois, ou 2 mois 1/2 après la date d'embarquement de la marchandise (au Havre, etc...). Comme il faut compter 1 mois de mer, il ne reste que 4 ou 6 semaines pour vendre la marchandise. Si un "blocage" de 2 ou 3 semaines intervient à Sihanoukville (faute de moyens de transport, de sécurité...) le délai devient beaucoup trop court, la rentabilisation impossible. Et il y a aussi des risques de pillage dans les entrepôts. Il faut donc réexpédier d'urgence les containers là où la marchandise pourra être vendue.

## transport terrestre

Danzas, SDV,

Chambre de Commerce

La sécurité sur la RN 4 est maintenant assurée par une escorte militaire dans le sens Sihanoukville-Phnom Penh (reste à savoir si cette escorte va rester payante, elle a été de 150 \$ par convoi routier, ce qui se répercute évidemment sur le prix du transport); et diminution du

nombre des contrôles sur la route.

Les transporteurs qui profiteraient de la situation pour augmenter leurs tarifs pourraient être sévèrement pénalisés (remarque qui semble avoir été tout particulièrement adressée à MCC, le plus important des transitaires/transporteurs). Le ministre du Commerce Cham Prasidh veut éviter que la hausse des tarifs ne déclenche l'inflation, et a menacé de fixer lui-même les prix.

Les documents à l'export sont pris en charge par le ministère du Commerce et non plus par celui des Finances, pour faciliter les choses.

TOURISME  
HOTELLERIE

Ces activités sont très durement touchées. Les taux d'occupation dans les hôtels sont en moyenne de 20 % à Phnom Penh, avec des différences importantes: Cambodiana environ 20 %, Intercontinental 10 %, Bayon 60 %. A Siem Reap, beaucoup d'hôtels ont fermé.

## Sokha Sin

Président de la commission Tourisme, Transports, Services à la Chambre de Commerce

Je suis confiant. Nous avons beaucoup de problèmes, mais je pense que maintenant la guerre est finie pour les années à venir. Les touristes et les investisseurs vont arriver en plus grand nombre.

A mon avis les choses vont se rétablir vite, dès la fin du mois de juillet si l'Assemblée Nationale élit normalement le 28 Ung Huot, premier Premier ministre. Ceux qui ont peur reviendront. L'ONU comprendra qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat. D'ailleurs elle n'a pas condamné Hun Sen. Les visiteurs reviendront dès la reprise des liaisons aériennes. Même avec les événements, il y

a des visiteurs. Les Asiatiques corrigeront plus vite leur attitude que les Occidentaux.

On va fermer les casinos sauf un ou deux? Tant mieux. A mon avis un seul à Sihanoukville, suffirait.

## Diethelm Travel Cambodia

Jacques Guichandut, directeur

La situation immédiate est évidemment catastrophique. L'activité est tombée à zéro. Au lieu d'une moyenne de 800 vrais clients par mois au premier semestre, je pense avoir 30 personnes pour les deux mois juillet et août. Le premier semestre avait été très bon, en progression de 25 % sur le premier semestre 1996 et la prochaine haute saison s'annonçait très bonne. Tout est annulé.

Bien sûr le tourisme reprendra au Cambodge, c'est certain. Mais quand? Je rappelle qu'après Tien An Men, il a fallu deux ans pour que les touristes retournent en Chine au même rythme. Il faudra peut-être un an avant de retrouver ici les niveaux que l'on avait atteints, d'autant plus que les reportages de la presse étrangère ont comme toujours beaucoup noirci. Il devrait y avoir une reprise en octobre-novembre. Mais on ne peut rien prédire avec certitude.

Et puis quel tourisme? On sait bien qu'une forte proportion des Asiatiques sont des "sex-touristes". Mais nous, agence d'origine suisse, faisons surtout du tourisme culturel.

Diethelm emploie 60 personnes et n'envisage pas de licencier, en accord avec notre maison-mère. Si il y a reprise dans 2 ou 3 mois, cela ira.

Il faudrait que le ministère du Tourisme ait une politique adaptée aux circonstances, parce que pendant ce temps le Vietnam, la Birmanie, cassent les prix pour attirer les touristes. Déjà le Cambodge est un pays cher. Il faudrait réagir.

## A PROPOS ...

des exemptions d'impôts est aussi exclu que distribuer du cash. Ne pourrait-on pas accorder des concessions forestières aux victimes?

## journaux

"Sur les 62 titres que j'avais recensés avant les 5-6 juillet (mais qui n'étaient pas tous réguliers, certains n'ayant eu qu'un

numéro), je compte jusqu'à présent (25/7) que 23 ont été réparés", nous dit That Lyhoc, vice-président de l'AJK. Sur ces 23, la majorité sont pro-PPC. Deux sont dans l'opposition, comme avant, mais dans des termes beaucoup plus prudents. Les journaux pro-Sam Rainsy: Udom Kate Khmer, Samlel Yuvachun, ... n'ont pas encore été réparés. Comme beaucoup de journaux ont disparu, le tirage des autres, par exemple Rasmel

Kampuchea, pro-Hun Sen, augmente.

Des journalistes se cachent. C'est qu'on ne sait pas encore quelles vont être les règles du jeu de l'information. On n'oublie pas que le cas des journalistes assassinés n'ont jamais été élucidés.

Actuellement, la critique du gouvernement est surtout le fait de la Voice of America, de plus en plus écoutée.

## déforestation

A la suite des articles sur la déforestation et le comblement du Tonle Sap, publiés par Cambodge Nouveau dans ses n° 73 et 75, M. Roger Mottet, dont les travaux très documentés étaient cités dans les deux articles, apporte de nouveaux éléments soutenant ses estimations, qu'un expert avait trouvées exagérées - une enquête de Imre Csavasz

(suite page 2)

**Hôtel le Royal  
Grand Hôtel d' Angkor**

*Richard Ong, directeur général*  
Rien n' est abandonné, simplement le calendrier doit être modifié. L' ouverture du Royal, hôtel de grand luxe, initialement prévue pour le 22 août, est retardée : certains de nos contractants ont eu des difficultés de logistique, des matériaux bloqués... Mais nous espérons que la reprise aura lieu avec la prochaine haute saison, vers novembre. Nous ouvrirons progressivement, en fonction du marché, en tous cas avant la fin de l' année.

Nous attendons des touristes et des hommes d' affaires à parts approximativement égales. Les Asiatiques seront probablement plus nombreux que les autres. Trop d' hôtels de luxe à Phnom Penh ? Je ne crois pas. Pour ce qui nous concerne, nous avons une image vraiment unique. Nos 300 employés étaient pratiquement tous au travail quelques jours seulement après les événements. Nous ne licencions personne.

**formation au tourisme**

*Lim Sopheap, Conseiller  
Chambre de Commerce*

Le projet de centre de formation aux métiers du tourisme sur lequel nous travaillons depuis 2 ans avec la Chambre de Commerce de Versailles, est en suspens. Le protocole d' aide a été signé en mars (financement : Union Européenne, Affaires étrangères françaises, ...). Des techniciens sont venus en mai pour l' étude de faisabilité. Le Cambodge a besoin de 4 à 5 000 bons professionnels ! Normalement le projet doit commencer à la fin de 1997.

*Cambodge Nouveau  
ne copie personne. Ne le copiez pas ! Si vous le citez, indiquez la source !*

**A PROPOS ...**

pour la FAO, d' octobre 1993 : "la déforestation intensive autour du lac est la cause principale de sa sédimentation (...). Celui-ci pourrait cesser d' exister en tant que lac dans environ 10 ans".  
- concernant le volume des coupes : l' expert qui conteste mes chiffres "oublie que la majeure partie du bois à usage non domestique descend (...) par

**conjoncture économique**

**TELE  
COMMUNICATIONS**

**Mobitel**

*Jerry Mobbs  
directeur clientèle*

Le bilan des événements récents ne peut pas encore être tiré. Il est certain que notre image est bonne : nous avons continué à fournir un bon service à la clientèle, nos lignes n' ont pas été saturées.

Mais beaucoup de gens sont partis, certains par crainte des événements, certains parce qu' ils en ont reçu l' ordre, d' autres pour des vacances normales... on ne sait pas combien vont rentrer, ni quand. L' attitude générale est "wait and see". On ne peut donc pas prévoir quelle sera la situation dans deux mois. J' espère bien que les affaires reprendront vite un cours normal.

Mobitel est en activité depuis mars dernier. Nous avons maintenant plus de 4 000 abonnés, une bonne progression, telle que nous l' avions prévue. Cela tient à 3 points : - avec le 012, "you get through", il n' y a pas embouteillage des communications : - le numéro ne peut pas être utilisé frauduleusement, - le son est bien meilleur grâce au système GSM.

Samarit reste n° 1 en nombre d' abonnés, nous sommes n° 2 ou 3, mais les premiers en termes de qualité du service et en termes d' "image".

Nous avons actuellement 18 "sites" (antennes) fournies et installées par Alcatel, en fonction d' un contrat-cadre. Pour l' instant l' agglomération de Phnom Penh est largement couverte. Nous couvrirons Kompong Speu dans un mois, Battambang et Siem Reap le plus tôt possible, en fonction de la situation. Sihanoukville dans 3

ou 4 mois.

Mobitel emploie actuellement 80 personnes environ. Le personnel est bien formé, en anglais, mais aussi en technique, chez Alcatel en France, aussi en Australie et à Hong Kong. C' est grâce à ce personnel et à nos fournisseurs que nous avons continué à fonctionner normalement. Nous n' envisageons aucun licenciement.

**CHAMBRE DE  
COMMERCE**

**les progrès attendus**

*Lim Sopheap, Conseiller  
Chambre de Commerce*

Les activités dans l' immédiat sont très ralenties. La Chambre de Commerce, qui recevait normalement 2 ou 3 délégations étrangères par mois, qui pouvaient compter jusqu' à 60 personnes, n' en reçoit actuellement plus aucune. Mais si tout est tranquille, ceux qui sont partis à Singapour, à Bangkok, ... vont revenir, et l' activité va redémarrer. Nous attendons une délégation de petites et moyennes entreprises de Taiwan. Tout dépend de la confiance que le gouvernement va inspirer. Voici quelques points où nous attendons des progrès :

**CDC** : le projet est d' accélérer les procédures d' agrément des projets d' investissements. Pour les petits projets, la réponse du CDC devrait intervenir dans un délai de 20 jours. Pour les dossiers plus importants, dans un délai de 45 jours (comme spécifié dans la Loi sur les investissements). On établira aussi des "délais de grâce" avant pénalités pour l' investisseur qui n' aura pas réalisé son projet dans les délais prévus.

**La Chambre de Commerce**  
Pour couvrir ces frais, la Chambre n' a aucune ressource propre. Ce sont les "gros bonnets" parmi les 23 membres, Teng Boonma, Kong Triv, ... qui paient.

En Thaïlande la Chambre de Commerce a un budget énorme ! Par exemple, pour la réunion du Bureau International du Travail à Genève, elle a pu envoyer l' année dernière 30 délégués ; le Cambodge un seul (moi-même), et cette année, zéro, faute de moyens...

Il faudra bien que la Chambre soit financée, comme ailleurs, par une cotisation des entreprises membres, par une subvention budgétaire, et par la rémunération des services rendus, de façon à accueillir et informer les investisseurs, et les aider à créer une société (démarches, statuts, etc...).

**Loi sur les sociétés** : le texte est terminé en anglais, la traduction en khmer est quasi terminée. Manquent encore quelques retouches : on a voulu adapter cette loi au droit anglo-saxon. Mais on s' aperçoit que selon ce droit, chaque entreprise a la latitude de se donner des statuts très éloignés de la loi générale : cela dépend entièrement de l' avocat qui fait les statuts. C' est trop compliqué, et source de trop de querelles pour le Cambodge, estime le ministre lui-même.

D' autre part, l' argument selon lequel avec ce droit anglo-saxon le Cambodge aura la même réglementation que les autres pays de l' ASEAN, ne tient pas. Les 9 autres membres ont des législations très diverses.

Le projet de Loi sur les sociétés devrait être terminé dans 2 ou 3 semaines, et envoyé à la présidence, du Conseil Mais évidemment il y a des lois encore plus urgentes comme la Loi sur les élections.

*(suite page 6)*

voie aquatique", par le Mékong et par la mer

- "On a contrôlé que 750 000 m3 par an entrent par le seul port thai de Kalapanadha" (Global Witness)

- L' AFP, juillet 1995 : dans la province de Rattanakiri des groupes armés non identifiés transportent 2500 à 3000 m3 par jour vers le Vietnam". Cela fait 912 000 à 1 950 000 m3 par an ! " observe Roger Mottet.

Ces derniers chiffres à eux seuls font déjà "1 662 000 à 1 845 000 m3 par an !" Dont acte

**où trouver**

**Cambodge Nouveau ?**

En principe notre bi-mensuel n' est vendu que sur abonnement. Pour mieux le faire connaître cependant il est présenté dans les librairies du Cambodiana, du Youth Club, du Centre Culturel. Il est consultable aussi à la

Bibliothèque du Centre Culturel Français, au CCC, dans les centres de Documentation de plusieurs ministères, de l' Assemblée Nationale, de l' Ecole Royale d' Administration...

**vacances**

Comme chaque année, Cambodge Nouveau interrompt sa publication pour prendre des vacances. Le numéro 78 paraîtra en septembre.

## conjoncture économique

## INDUSTRIE

## Hul Lim

sous-Secrétaire d'Etat  
à l'Industrie

On ne peut encore établir un bilan définitif des dégâts causés par les événements des 5 et 6 juillet, le Comité ad hoc n'a pas fini ses travaux.

Pour ce qui concerne l'industrie textile, 3 usines ont souffert : surtout *Cambodia Garment*, investissement malaisien. Elle emploie normalement 3 400 personnes, qui se trouvent maintenant au chômage. L'usine est presque entièrement détruite, les frais sont estimés à 28 millions de dollars

*June Textile*, investissement malaisien aussi, avec une direction singapourienne. On répare les dégâts. Enfin *Kong Hong*, investissement cambodgien : dégâts très minimes.

En tous cas, personne n'envisage d'abandonner. Il semble que les nouveaux investisseurs vont poursuivre leurs projets. J'en ai rencontré 4. Deux confirment leur investissement. Deux attendent de voir plus clair.

Beaucoup dépend, pour les investissements dans le textile, des avantages de la MFN accordés par les Etats-Unis. Ils attirent beaucoup d'investissements, à cause des dimensions du marché américain. Sans en être sûr, on espère que les MFN seront maintenus.

Autres industries : une usine de bouteilles en plastique, *Xiang Sheng Plastic*, située sur la route de Pochentong, a été aussi gravement touchée. Pour qu'elle redémarre, il faudra acheter de nouvelles machines, dit la direction. Cette usine employait une centaine de personnes

On étudie la question des indemnités, en veillant bien sûr à ce que les pertes ne soient pas exagérées par les entreprises qui les déclarent. Le gouvernement aura des difficultés pour indemniser, parce qu'il manque de cash. Mais on trouvera des moyens. Pour *Dumez-GTM* par exemple, on pourrait allonger la durée de sa concession.

Un cas particulier : la représentation de Taïwan a été fermée, parce que des Taïwanais auraient livré des armes à Ranariddh. Mais les Taïwanais sont des investisseurs importants pour le Cambodge et les touristes taïwanais sont très nombreux. Comment Taïwan va-t-elle pouvoir défendre ses intérêts ? C'est une mesure sur laquelle il faudrait peut-être revenir.

## Confection

Lim Sopheap

Chambre de Commerce

90 % de l'activité a repris, disait le ministre Cham Prasidh le 17 juillet, il y a maintenant une cinquantaine d'entreprises en activité, et une cinquantaine d'autres doivent commencer à produire d'ici la fin de l'année. Cela dépend des commandes. Ce qui explique la très rapide croissance de la confection, c'est pour une bonne part que l'investissement est très faible : un hangar, et de simples machines à coudre. Tous les constituants, tissu, boutons, fil, fermetures éclair, arrivent en exemption de droits de douane. Il arrive même que l'acheteur étranger qui passe commande fournisse lui-même ces constituants, et qu'il ait dans l'usine un contrôleur des quantités et de la qualité. De sorte que le fabricant, au Cambodge, ne fait presque aucun investissement et ne prend aucun risque. L'activité

est donc très rentable en 2 ans, on récupère sa mise.

La confection au Cambodge permet à certains fabricants étrangers de tourner les quotas d'importations imposés par certains pays acheteurs qui freinent leur production dans leur propre pays.

Il y a eu des problèmes de faux certificats d'origine, quantités de produits introduits en fraude à partir du Vietnam. Mais l'Union Européenne, attentive au respect de la "valeur ajoutée" localement, nous l'a signalé, et nous y avons mis bon ordre. C'est le ministre Cham Prasidh lui-même qui contrôle l'appareil à perforer qui fait des certificats d'origine infalsifiables.

## groupe Lay

Mademoiselle Lay Hien

Nous avions un hangar en face de Pochentong, et on nous y a volé des matériaux (ciment, fer, bois, tôles, riz et matériels divers, y compris les cadres des fenêtres, pour environ 10 à 15 000 dollars.

Mais dans l'ensemble nous avons eu de la chance. Notre usine de lait *Apsara*, la distillerie *SKD*, n'ont pas subi de dégâts. L'hôtel *Hawaii* est dans une période de creux, mais normale. Au total, bien que les recettes de nos ventes soient en diminution de 25 % environ, nous n'allons licencier aucun de nos 600 employés.

Sans changement : nos grands bâtiments du "front de Bassac". Il n'y a pas d'investisseurs ou d'acheteurs, et ils nous coûtent cher chaque mois !

Je pense que les choses vont maintenant s'améliorer. S'il n'y a plus de disputes politiques, le commerce va aller de l'avant, et plus vite.

## BANQUE

## Canada Bank

*Pung Keav Se*, directeur général. La situation est encore loin d'être normale, nous dit-on à la *Canada Bank*, mais le plus difficile est passé. Il y a toujours des retraits d'"inquiétude", mais il y a de nouveau des dépôts importants. On est presque à l'équilibre. Nous essayons de limiter les retraits des particuliers à 1000 \$, il n'y a pas de limite pour les entreprises et les organisations. L'activité commerciale est redevenue normale. Pour l'immobilier, bloqué pendant la crise, les transactions ont repris, à leur niveau antérieur. Le fait que les prix ne baissent pas est un signe de confiance.

Pour le riel, il n'a glissé que de 10 %, c'est à dire bien moins que les monnaies des pays voisins (baht -20%).

Pour les Taïwanais, une importante délégation est venue à Phnom Penh le 29/7. On peut espérer que les relations normales vont reprendre.

## SERVICES AUX ENTREPRISES

## Cambodge Consultants Conseil

Bernard Thuylé, directeur

Ingénieur, depuis 23 ans dans la construction, en Amérique du Sud, en Afrique, au Moyen Orient et depuis 3 ans au Vietnam, j'ai créé la SARL CCC à Phnom Penh en janvier dernier, avec 6 autres associés, 2 Franco-Khmers et 4 Français. Nous faisons représentation d'entreprises françaises, études de faisabilité, immobilier. Nous avons amené au Cambodge deux joint ventures : *Technique-Maintenance-Services*, et *Maestria Cambodia* (peinture) avec *Khaou Tchuly*, qui commencera à produire avant la fin de l'année. Tout récemment, nous avons aidé la création de *Mekong Fishing Net*, qui va fabriquer des filets de pêche exportés vers la France : il y aura 30 emplois en septembre, et 110 au total.

J'ai un "optimisme mesuré" pour l'avenir. Tout dépend de la politique. Mais c'est aussi à nous, expatriés, de transmettre notre optimisme.

### Les 61 entreprises de confection au Cambodge juillet 1997

origine	nombre	emplois
Hong Kong	22	9 622
Taiwan	11	2 710
Cambodge	9	2 840
Malaisie	6	7 460
Corée	5	2 130
Chine	2	560
Macau	2	1 030
Etats-Unis	1	580
Singapour	1	335

source : ministère de l'Industrie

CAMBODGE  
NOUVEAU

le journal  
des  
décideurs

voire  
meilleur  
investissement

Cambodge Nouveau  
bi-mensuel

Directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Enquêtes : Suy Sothea  
Mise en page : Pen Mary  
Impression : CIC  
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement  
exemplaire gratuit sur demande

conjoncture

## FINANCES

Les événements des 5 et 6 août et leurs conséquences financières interviennent dans une période déjà difficile pour les finances du Cambodge.

Les recettes de l'Etat, avec 53,1 milliards de riels ont été, pendant le premier semestre 1997, de 6 % inférieures aux prévisions. En fait, avec les demandes "pressantes" du ministère de la Défense (64,7 milliards pour les khmers rouges ralliés de Païlin, 6 milliards pour dépenses spéciales du Conseil des Ministres), il fallait prévoir pour 1997 un manque de 170 milliards de riels.

Déjà donc, avant les événements des 5 et 6 juillet, planait la menace d'avoir à recourir au "financement monétaire", c'est à dire à la planche à billets, génératrice d'inflation, que l'on avait su éviter depuis trois ans.

La situation au second semestre se trouve nettement aggravée, parce que les recettes fiscales et douanières, issues d'une activité en brusque baisse, vont être encore bien inférieures aux prévisions initiales : de 25 % pour l'année environ selon les dernières estimations, non encore officielles, du ministère des Finances.

**L**e ministère des Finances doit donc faire face dans l'immédiat à une situation critique. Les remèdes seront à sa mesure : blocage des crédits, et coupes claires dans les dépenses de fonctionnement.

#### manque de recettes au premier semestre 1997

Ce manque tient pour l'essentiel à la faiblesse des recettes douanières liées aux importations, qui n'ont atteint que 40 % des prévisions.

La raison n'est pas que les importations diminueraient, note le ministère des Finances, mais bien plutôt que se perpétue et s'aggrave la pratique des exonérations fiscales accordées arbitrairement en haut lieu, de façon officielle ou occulte

Les impôts au contraire sont rentrés conformément aux prévisions, marquant un remarquable progrès sur 1996 :

- taxe sur les bénéfices + 97,4 % ;  
- taxe sur le chiffre d'affaires + 43,8%  
Mais ces recettes demeurent encore modestes dans l'ensemble des recettes fiscales

Les revenus non fiscaux continuent à péricliter

- le bois : il a rapporté 19,7 milliards de riels au premier semestre 1997, après 12,6 milliards au premier semestre 1996, 34,8 en 1995, 47,3 en 1995

- les lots de pêche : 3,5 milliards de dollars au premier semestre

1997, soit 35 % des prévisions, par suite de "fuites".

- locations d'entreprises : 5,5 milliards pour le premier semestre, soit 25 % des prévisions (5,6 en 1996). Il y a une accumulation d'impayés dus à l'Etat, qui ne fait pas d'efforts pour obliger les bénéficiaires à s'acquitter de leurs dettes.

- Postes et Télécom rapportent de moins en moins à l'Etat. Les

- recettes de 1997 : il va manquer 20 à 25 % !
- conséquences : blocage des crédits (sauf pour le Palais Royal, l'Assemblée, le Conseil des Ministres, l'Education);
- coupes drastiques dans les dépenses de fonctionnement;

recettes du premier semestre atteignent 34,3 milliards, pour une prévision annuelle de 81,2 (63,6 en 1996), bien loin de refléter la progression du PNB. Explications : accumulation des impayés, réalisations insuffisantes

Il existe encore bien d'autres causes à la faiblesse des recettes budgétaires : quantité de ces recettes, telles que concessions, locations d'hôtels, droits de visas, recettes du tourisme, sont conservées par les administrations qui les perçoivent, soit pour compenser des budgets insuffisants, soit pour des usages occultes, en contradiction, dans les deux cas, avec la loi

Les pertes de recettes pour le premier semestre 1997 sont estimées par le ministère des Finances à 53,1 milliards de riels. A quoi s'ajoutent des demandes pressantes du ministère de la Défense (64,7 milliards) et du Conseil des ministres (6,0), de sorte que les besoins de financement du budget 97, pour le seul premier semestre atteindraient 170 milliards de riels.

Avant même les événements des 5 et 6 juillet, la situation financière était donc préoccupante. Le ministre Keat Chhon avait fortement souligné (CN n° 65) la nécessité de "mutations profondes".

#### les dépenses

##### au premier semestre 1997

Irégulières selon les mois, et avec des disparités selon les ministères, les dépenses courantes n'ont atteint au premier semestre que 35 % des prévisions annuelles.

Les dépenses de Défense-Sécurité ont pourtant été plus fortes (40 % des prévisions pour six mois) que celles de l'administration civile (31 %). Et ces derniers temps, il semble que les dépenses de Défense-Sécurité aient échappé à tout contrôle...

Cette sobriété des dépenses au premier semestre, habituelle, (elles est rattrapée au second et

#### 2ème semestre 1997 très forte compression des dépenses

Selon les prévisions actuellement à l'étude, les événements des 5 et 6 juillet, à cause du ralentissement de l'activité, vont aggraver très fortement le manque de recettes : moins de rentrées d'impôts, moins de droits de douane, etc. Le manque de recettes par rapport aux prévisions, 6 % au premier semestre, atteindrait environ 20 % au second.

Beaucoup plus de 20 % au début, (35 à 50 % pour le mois de juillet), moins ensuite au fur et à mesure de la reprise de l'activité : 5 % en décembre

Les derniers chiffres connus sont éloquentes :

- impôts : au lieu d'une recette moyenne de 8 à 9 milliards par mois, la recette de juillet est estimée à 4,5 milliards de riels;

- recettes douanières : au lieu d'une recette mensuelle de 42 milliards, la recette de juillet est estimée à 25 milliards de riels

La situation est encore aggravée par les compensations aux entreprises et particuliers victimes des événements dont les pertes se chiffrent en centaines de millions de dollars.

La conséquence finale des récents événements pourrait être un décalage d'une année par rapport aux prévisions. C'est à dire que les résultats de 1998 pourraient n'être que ceux que l'on attendait pour 1997.

#### les mesures

"Dans l'immédiat, les circonstances nous imposent de réduire très fortement les dépenses au second semestre 1997", nous dit M. Chhay Than, sous-Secrétaire d'Etat aux Finances. Au total, d'environ 20 %.

Comme il n'est pas possible de diminuer les salaires qui sont déjà à un niveau minimum ni les pensions aux invalides, les mesures principales seront un blocage des crédits, et une très forte diminution des dépenses de fonctionnement (c'est à dire les déplacements, les réceptions, l'essence, les fournitures de bureau, l'eau, l'électricité, le téléphone, ...)

La répartition de ces coupes par ministère n'est pas encore finalisée. On prévoit - 35 % pour les Finances, autant pour les Affaires étrangères, autant pour les Postes et Télécom, peut-être

# FINANCES

(suite de la page 7)

70 % pour les Relations avec le Parlement ...

On ne sait pas encore s'il faudra couper dans les investissements sur financement national, que le budget initial prévoyait à hauteur de 122,8 milliards de riels.

## et l' aide internationale ?

Sur ce point capital, les nouvelles ne sont pas aussi mauvaises que

le dit la rumeur. On note au ministère des Finances qu' aucun des donateurs bi-latéraux ne suspend ni n' interrompt son aide, à l' exception des Etats-Unis qui l' ont suspendue pour 30 jours, c' est à dire jusqu' au 9 août. Le Japon a spécifié qu' il maintenait la sienne. Celle de la France n' a jamais été mise en cause.

Pour les donateurs multilatéraux, jusqu' à présent le ministère n' a reçu aucune notification indiquant interruption ou suspens.

Le FMI s' en tient à sa décision, antérieure aux événements de début juillet, de suspendre 20

millions de dollars au titre de 1996 et deux fois 20 au titre de 1997, soit 60 millions de dollars, pour des raisons déjà connues : mauvaise gestion des ressources du bois (qui n' entrent pas dans le budget de l' Etat), manque de rigueur dans la perception des droits de douane (beaucoup trop d' exonérations), retard dans la diminution du nombre des fonctionnaires.

Le risque existe que la Banque Mondiale s' aligne sur la position

créer aucune nouvelle. Aucun laxisme n' est plus possible

## questions et remarques

Puisque l' adhésion à l' ASEAN est retardée, n' y a-t' il pas des économies à faire sur ces dépenses très élevées ? La réponse est non, parce que le Cambodge compte toujours entrer cette année dans l' Association. Pour l' instant, on ne touche pas aux fonds prévus

Un autre point : puisque les circuits financiers font penser à une locomotive qui perdrait de la vapeur par tous les joints, et par quantité de tuyauteries dérivées, n' est-il pas temps de faire entrer dans les caisses de l' Etat une partie plus consistante, par exemple des recettes de l' exploitation forestière ? Si l' on parvenait à réduire cette très grosse fuite, et d' autres nombreuses citées plus haut (exonérations de droits de douane, recettes des locations d' entreprises, des lots de pêches, etc ...), on comblerait très largement le déficit du budget !

La réponse est oui. Les recettes de l' exploration forestière ne représentent qu' une fraction extrêmement faible de ce qu' elles devraient être, même en admettant des "pertes" importantes. Il y a des budgets "parallèles", et pour y mettre fin, c' est la volonté politique qui manque. "Ils nous prennent pour des billes", commente un expert financier, sous couvert de l' anonymat.

"Tant que la situation n' est pas stable, il n' est pas possible de récupérer les revenus forestiers", nous dit M. Chhay Than, sous-secrétaire d' Etat aux Finances.

## le blocage des crédits signifie :

- le montant des crédits prévus au budget 1997 n' est plus disponible pour être engagé ou payé;
- toutes les dépenses qui ne respecteront pas le blocage des crédits seront rejetées;
- les fournisseurs et prestataires de services de l' Etat doivent être vigilants pour ne pas s' engager avec l' administration sans être sûrs que celle-ci dispose des crédits nécessaires.

source : ministère des Finances

du FMI. Or elle doit consentir un crédit d' "ajustement structurel" de 40 millions de dollars, dont 20 millions sont attendus pour novembre 1997

## 1997 : sauver l' essentiel

Le nouveau budget pour 1997 permet de sauver l' essentiel, dit-on au ministère des Finances, c' est à dire : les salaires, les intérêts de la dette et le remboursement de la dette, les dépenses sociales : santé et éducation (en particulier matériel médical, fournitures pédagogique) : la couverture de ces dépenses est assurée jusqu' à la fin de l' année.

Mais il faudra pour cela observer la plus grande rigueur, s' en tenir aux dépenses prévues sans en

chologiquement victimes Elles appellent la communauté internationale à poursuivre son aide au développement et son assistance humanitaire

"En très grande majorité, ceux qui avaient été évacués sont revenus, les autres (en général ceux qui travaillent dans les zones de combats) vont revenir. Aucune ONG n' a décidé de quitter le Cambodge à la suite des récents événements"

Ces 70 ONG ont ensemble dépensé pour le Cambodge 61,13 millions de dollars en 1996; le chiffre prévu pour 1997 est de 73,24 millions (frais de fonctionnement : en moyenne 20 %)

## ONG : tout le monde reste

Jaisankar Sarma, directeur de World Vision International, vice-président du CCC

Les 70 ONG groupées au sein du CCC, représentant 2000 personnes environ, Cambodgiens et expatriés, ont nettement exprimé (communiqué du 15 juillet) leur volonté de rester et de poursuivre leurs travaux au Cambodge "Les événements n' ont fait que renforcer leur engagement : aider les Cambodgiens à reconstruire leur pays, contribuer à bâtir une société pacifique et juste"

Ces ONG condamnent la violence dont les Cambodgiens ont été matériellement et psy-

# Hun Sen entre l' ASEAN et la Chine

(suite de la page 3)

L' Association dans l' intervalle a reçu le soutien des Etats-Unis. En l' occurrence, leurs intérêts coïncident assez bien

Côté ASEAN, même à neuf (ou à dix), face à la Chine ressentie comme une menace naturelle, on ne se sent pas assez forts. Tous les membres -plus ou moins selon les cas- souhaitent la présence des Etats-Unis dans la région. S' il devait y avoir une crise grave, il ne pourrait pas y avoir d' autre parapluie que l' américain.

Dans cet esprit, les désaccords sur les droits de l' Homme et sur l' entrée de la Birmanie ne sont que débats théoriques, qu' il sera toujours temps de reprendre, peut-être destinés à masquer dans l' immédiat, aux yeux de l' opinion publique une entente "géopolitique" plus fondamentale. Côté USA, au total, et bien que l' on n' apprécie guère Hun Sen, on est bien d' accord l' ASEAN, face à la Chine, peut avoir son utilité.

C' est ce qui explique sans doute qu' après avoir déclaré la situation au Cambodge "inacceptable", Madeleine Albright s' en remet à l' ASEAN pour trouver un terrain d' entente avec Hun Sen

## le temps presse

Voilà donc Hun Sen en plein dans de grandes manoeuvres. Mais avec beaucoup de faiblesses dans son jeu. Sa réussite, puisqu' il s' affirme si respectueux de la légalité, dépend pour une bonne part de la remise en route de l' Assemblée nationale dans des conditions normales, pour que les élections puissent avoir lieu. Les dernières nouvelles, dans ce domaine, sont mauvaises.

D' autre part, la situation des finances est désastreuse. Il y a des milliers de nouveaux chômeurs. On peut craindre une insécurité accrue. Les dégâts causés par les journées de combat et de pillage se chiffrent en centaines de millions de dollars, alors que les caisses sont vides, et que les impôts et les droits de douane ne rentrent plus qu' à la moitié de leur rythme normal.

Le sens de ces grandes manoeuvres, c' est finalement à peu près : "n' interférez pas dans nos affaires intérieures, mais venez d' urgence à notre aide".

## Petites Annonces

### Immobilier

Bureau à louer / Office for rent  
n° 394, Sihanouk street,  
350 m<sup>2</sup> par étage  
2ème étage : 2000 \$/mois  
3ème étage : 1500 \$/mois

Bureau à vendre / Building for sale  
n° 13 - 15, rue 88  
dimensions : 20m x 18 m par étage  
six étages  
prix demandé : USD 400 000

Pour plus de renseignements, contacter svp

Canada Bank Ltd  
n° 263 rue An Duong Phnom Penh  
M. Bun Khim  
tel (855-23) 724672 - 426-046  
\*\*\*\*

### A vendre :

Hôtel 5 niveaux  
surface utilisable : 4 500 m<sup>2</sup> environ  
situation exceptionnelle sur le  
fleuve, près du Palais Royal  
Pour tous renseignements contacter  
tel 018 810 345

### Bureaux à louer :

Centre d' Affaires  
149-151 rue 110  
Pour tous renseignements contacter  
tel 018 810 345